



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1650

mercredi 15 mai 2024

- Pour le Conseil Présidentiel de Transition, l'option unique pour les bandits est de déposer les armes et se rendre à la justice
- Assassinat d'un policier à Carrefour / Un mort par balle et plusieurs blessés dans des attaques de gangs à Solino
- Un blindé de la Police, volé depuis octobre 2022, a été utilisé pour tuer des passagers d'un bus à Martissant
- Le journaliste Ives Marie Chanel et le diplomate Edwin Paraison somment l'animateur Luckner Désir quant aux allégations à leur rencontre

>> Pour le Conseil Présidentiel de Transition, l'option unique pour les bandits est de déposer les armes et se rendre à la justice

Les bandits opérant en Haïti n'ont désormais qu'une option, « déposer les armes et se rendre à la justice », avertit le Conseil Présidentiel de Transition (CPT). Il exprime ainsi son indignation après [l'attaque perpétrée, dans la soirée du 10 mai, par des gangs armés contre le commissariat de police de Gressier](#) (à une trentaine de km au sud de Port-au-Prince). « Cet acte témoigne, une fois de plus, de l'urgence absolue d'éradiquer le banditisme à travers le pays, de rétablir la sécurité. Les citoyennes et citoyens ne peuvent plus attendre. C'est notre responsabilité, au Conseil Présidentiel de Transition, de garantir la sécurité de toute la population », reconnaît le Conseil dans cette note signée par son président, Edgard Leblanc Fils. [La Police Nationale d'Haïti \(PNH\) a déclaré, le 13 mai, avoir repris le contrôle de ce commissariat de police](#), où un véhicule a été incendié par les malfrats. [Plus de 4 000 personnes ont été ainsi contraintes de quitter leur maison pour aller se réfugier ailleurs](#). La PNH affirme être à pied d'œuvre et les dispositifs de sécurité ont été renforcés. Cependant, jusqu'à ce mardi 14 mai, aucun transport public n'a pu traverser Gressier, encore sur le qui-vive. Le Conseil Présidentiel de Transition affirme qu'il apportera une « réponse » pertinente à la situation, il salue les policiers loyaux et transmet ses sympathies aux victimes. Il fait part de ses démarches pour mettre en place rapidement un Conseil national de sécurité (prévu dans l'accord du 3 avril 2024 entre les forces politiques), qui coordonnera les relations entre la police, l'armée et la [Mission multinationale d'appui à la sécurité \(MMAS\)](#), attendue en Haïti. L'attaque de gangs armés contre le commissariat de police à Gressier porte à plus de 25 le nombre de postes de police détruits depuis le début de l'année en Haïti, a dénoncé le Syndicat de la Police Nationale d'Haïti (SPNH-17). Ce syndicat fustige la passivité du haut commandement de la police, exige

des changements en profondeur au sein de l'institution, et celui de son directeur général *ad intérim* Frantz Elbé. [Ces changements devraient permettre d'organiser des opérations dans les fiefs des gangs, pour récupérer les matériels volés à la Police.](#)

>> **Assassinat d'un policier à Carrefour / Un mort par balle et plusieurs blessés dans des attaques de gangs à Solino**

L'agent de Police, Danas Jean, a été tué par balle dans la soirée du 13 mai à Côte Plage 20, à Carrefour (au sud de la capitale). Le Syndicat national des policiers haïtiens (Synapoha) confirme que son cadavre a été emporté par les bandits. 18 policières et policiers ont été tués par des bandits depuis le début de l'année. [Le 8 mai, lors d'une tentative de kidnapping, Barbara Fécu, a été assassinée de plusieurs balles à la tête](#), rue Camille Léon, au centre-ville de Port-au-Prince. Les bandits ont ouvert le feu sur la policière qui résistait à son kidnapping lorsqu'elle accompagnait son enfant à l'école, il est heureusement « sain et sauf », a expliqué Lionel Lazarre, le coordonnateur général du Synapoha. Les malfrats avaient emporté l'arme de service de la victime. Le 12 mai, un adolescent a été tué par balle et plusieurs autres personnes ont été blessées dans des attaques répétées de bandits de la coalition de gangs dénommée *Viv ansanm*, perpétrées depuis deux jours contre Solino et ses environs, à Port-au-Prince. Ce 14 mai, les gangs continuent d'attaquer le quartier de Fort National (nord-est de Port-au-Prince). Une intervention de la Police a permis de repousser les assaillants qui avaient provoqué un vent de panique à Solino, où des rafales de tirs à l'arme lourde ont été entendus. Le 6 mai 2024, [le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies en Haïti \(Ocha\) a dénoncé, avec fermeté, les attaques répétées des groupes armés contre Solino et les zones environnantes dans la capitale, Port-au-Prince](#), selon Bruno Maes, le représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en Haïti.

>> **Un blindé de la Police, volé depuis octobre 2022, a été utilisé pour tuer des passagers d'un bus à Martissant**

Le Syndicat de la Police Nationale d'Haïti (SPNH-17) rappelle qu'aucune action n'a été entreprise pour récupérer un véhicule blindé ainsi que d'autres matériels de la Police, pris par des bandits armés, le 12 octobre 2022 à Martissant 23 (sud de Port-au-Prince), sous contrôle de gangs armés depuis le 1er juin 2021. Ce blindé volé par le gang « *Ti Bwa* », ayant à sa tête le dénommé « Krisla », serait responsable de la fusillade perpétrée le 7 mai, aux environs de Martissant contre un minibus assurant le trajet Carrefour / Port-au-Prince. Cette attaque a fait [quatre morts par balles et plusieurs autres blessés](#). L'Association des propriétaires et chauffeurs d'Haïti a aussi, de son côté, dénoncé l'utilisation de ce blindé dans cette fusillade. [La Police Nationale n'a fourni à ce jour aucune information sur ce qui s'est passé.](#)

>> **Le journaliste Ives Marie Chanel et le diplomate Edwin Paraison somment l'animateur Luckner Désir quant aux allégations à leur encontre**

Le journaliste Ives Marie Chanel et le diplomate Edwin Paraison, président de la Fundación Zile en République Dominicaine, ont sommé, par un huissier, l'animateur Luckner Désir, également connu sous le nom de Louco Désir, de donner des preuves d'accusations et injures formulées contre eux, au cours de l'émission « *Matin débat* » du 8 mai. Ils exigent de l'animateur, de leur communiquer, aux fins de droit, les documents établissant que le président dominicain, Luis Abinader, a mis leurs noms sur une liste de personnes interdites d'entrée en République Dominicaine. Ives Marie Chanel et Edwin Paraison lui demandent également de transmettre les noms, prénoms et adresses complètes des citoyens pouvant confirmer la véracité des faits dénoncés ainsi que tous documents l'habilitant à faire de telles déclarations. « Faute par Luckner Désir [...] d'apporter les preuves de ses allégations, [les requérants feront ce que de droit](#) », avertit l'huissier.